

PORTES DE GARAGE  
 DESTOCKAGE -70% Sur une sélection de hublots  
 de 6 au 10 novembre 2023 DEVIS GRATUIT!  
 EPPIG (67) | BERGHOLTZ-ZELL (68) - Tél. 03 89 76 89 29 - WWW.MOOS.FR  
 326856800

ÉDUCATION

# Où sont les étudiants en allemand ?

**Le nombre d'étudiants germanistes continue à diminuer dans les universités alsaciennes. Ils manquent surtout dans les formations préparant à l'enseignement, alors que les besoins sont importants, particulièrement dans le bilingue.**

Comment continuer à développer des classes bilingues alors que les professeurs germanistes manquent à l'appel ? Dans l'académie de Strasbourg qui en fait une priorité, la problématique est double puisqu'à la crise d'attractivité du métier d'enseignant s'ajoute la chute des effectifs en licence d'allemand.

« Il ne faut pas dramatiser »

« Il y a eu une lente érosion ces dernières années », confirme Jean-Charles Fontaine, vice-président Formation à l'Université de Haute-Alsace (UHA). À Mulhouse, cette filière comptait plus de 80 inscrits il y a 15 ans, ils sont aujourd'hui deux fois moins en LLCER (langues, littératures et civilisations étrangères et régionales). « Cependant, nuance-t-il, le nombre d'étudiants germanistes reste d'environ 70 en tenant compte du parcours binational Cifte (Cursus intégré de formation transfrontalière d'enseignants), préparant au profes-



L'École d'été franco-allemande « Die Brücke », organisée chaque année par le réseau des grandes écoles Alsatech sur le campus de l'Université de Haute-Alsace. Photo L'Alsace/Thierry GACHON

sorat des écoles en partenariat avec la Pädagogische Hochschule de Fribourg. » De même, à l'Université de Strasbourg, la directrice du Département de dialectologie alsacienne et mosellane Pascale Erhart, chargée de mission pour le renforcement de la formation en allemand et en alsacien, invite à « relativiser » un constat souvent catastrophiste. « L'allemand n'est pas en voie

d'extinction, il ne faut pas dramatiser ! »

La baisse des effectifs à Strasbourg est certes comparable à celle de Mulhouse dans la licence LLCER classique, à laquelle s'ajoutent un parcours franco-allemand et un autre en distanciel, pour un total de quelque 120 inscrits cette année. Mais au-delà de ces spécialistes, ils sont autour de 2000 à étudier l'allemand à Stras-

bourg, rappelle Pascale Erhart, qui inclut tous ceux pour qui l'allemand est la langue de spécialité au sein du parcours LIG (Langue et interculturel germanique) ou LEA (Langues étrangères appliquées), et ceux qui l'ont choisie comme langue obligatoire en entrant dans un autre cursus, en chimie, en philosophie...

Elle observe en outre que le recul de la filière LLCER a été

particulièrement marqué entre les rentrées 2017 et 2018, année où l'Unistra a fait évoluer toutes ses formations, les étudiants ayant alors peut-être privilégié « d'autres parcours plus spécifiques, plus professionnalisants ». « C'est une hypothèse, suggère-t-elle. L'offre est très vaste, il n'y a pas moins de 26 langues proposées à Strasbourg. Des élèves très bons en allemand peuvent avoir envie d'autre chose, ce n'est pas forcément négatif. »

De nouveaux parcours encouragés par le ministère

« L'allemand joue en deuxième choix, remarque aussi Jean-Charles Fontaine. La combinaison avec l'anglais en LEA, dans une formation appliquée, marche plutôt bien. » Quant à la licence LLCER, poursuit-il, « elle apporte un aspect interculturel qui est un vrai plus », mais « les étudiants et leurs parents ne se disent pas, comme avec l'anglais, que l'allemand ouvre des portes » et « avec cette formation linguistique théorique, il peut être difficile de se projeter dans un métier ».

« La question des débouchés se pose, admet Pascale Erhart, même si la licence d'allemand n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a 40 ans. » À ses yeux, celle-ci conserve toute son utilité pour former des spécialistes de la langue et de futurs enseignants-

cherchers. Ainsi en revient-on à la question cruciale du professeur. Pour « relancer » la classique LLCER, l'UHA cherche à la « repositionner comme une formation pouvant mener aux métiers de l'enseignement, mais encore assez généraliste pour permettre de bifurquer ». Elle prévoit aussi de lancer à la rentrée l'équivalent d'un Cifte franco-allemand dans le second degré, menant au master Meef (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) et dont le programme est en cours d'élaboration. « Face au manque de professeurs, l'idée, c'est de jouer sur tous les tableaux », fait valoir Jean-Charles Fontaine. À l'occasion d'une réflexion encouragée par le ministère, l'Unistra ambitionne d'ouvrir un nouveau parcours préparatoire au professorat des écoles au sein de la licence sciences du langage, avec de l'allemand renforcé et des stages sur le terrain.

Reste que ce sont de petites promotions, à l'exemple de la quinzaine d'étudiants de master Meef préparant le Capes d'allemand, et éventuellement l'option alsacien, à l'INSPÉ (Institut national supérieur du professorat et de l'éducation) de Strasbourg, avec « de bons résultats ». Et si les opportunités se diversifient, elles sont encore loin de répondre à tous les besoins.

Catherine CHENCINER

## « Améliorer l'attractivité du métier d'enseignant et soutenir sa pratique »

Les aides

La convention opérationnelle quadripartite liant la Collectivité européenne d'Alsace (CEA), la région Grand Est et l'État a notamment pour but « d'améliorer l'attractivité du métier d'enseignant bilingue et de soutenir sa pratique », explique la déléguée académique aux relations internationales et aux langues vivantes (Darliv) Isabelle Wolf.

Le nombre de lauréats au concours de professeurs des écoles en langue régionale varie chaque année (45 en 2021, 15 en 2022), mais reste insuffisant au regard des postes ouverts dans le premier degré (autour de 70). Aussi, une partie du fonds commun (1,5 M€ sur 3,4 M€ par an pour la période 2018-2022) permet de financer des bourses aux étudiants allant jusqu'à la titularisation (3000€). S'y ajoutent des indemnités spécifiques aux professeurs, des ressources pédagogiques, d'autant que tous, dans les écoles d'Alsace, sont supposés enseigner l'allemand (82,5% des élèves en ont trois heures par semaine). Ainsi que le soutien à des dispositifs comme l'Azubi-bacpro dans les lycées professionnels, des actions culturelles régionales ou transfrontalières, à la mobilité des élèves et des étudiants en stages dans des pays germanophones, sans oublier les formations.

Les formations

L'une d'elles dite « Mobil » permet aux professeurs des écoles d'être remplacés par des contractuels rémunérés sur le fonds commun durant six se-



Les enseignants peuvent bénéficier de formations pour se lancer dans le bilingue. Photo L'Alsace/Vanessa MEYER

maines. En trois ans, ils ont été 42 à suivre ce cursus linguistique et didactique, dont 16 cette année. La plupart sont ensuite amenés à enseigner en français et en allemand dans la même classe. Des stages de 15 jours sont aussi proposés durant les congés à des titulaires monolingues « ayant déjà de bonnes connaissances » pour les encourager à passer en bilingue. Ils étaient 47 à s'y inscrire en 2023, soit dans les 150 depuis 2018. Des enseignants du premier et du second degré, qui sont prioritaires s'ils souhaitent enseigner leur discipline en allemand, peuvent renforcer leurs compétences linguistiques de deux à quatre semaines durant l'été, avec le Goethe-Institut de Nancy (la récente fer-

meture de l'antenne de Strasbourg n'ayant pas d'incidence sur le programme). En 2023, 62 formations ont été accordées et financées par le fonds commun.

Les effectifs

La proportion d'élèves scolarisés en filière bilingue paritaire dans l'académie de Strasbourg n'a cessé d'augmenter pour se stabiliser à 18,8% dans le premier degré public et privé sous contrat. Au collège, ils sont 9% (puis 4% des lycéens de la voie générale en Abibac). Ils sont toujours 25 à 30% à abandonner entre le CP et la 6<sup>e</sup> pour des raisons qui restent à analyser. « Elles sont nombreuses. Il peut y avoir un effet de contexte: même si on s'efforce d'avoir un collège bilingue par secteur, des

élèves doivent aller un peu plus loin et se découragent, ou ils pensent que ce sera plus difficile », développe Isabelle Wolf. Pour y remédier, l'une des pistes serait de faire davantage dialoguer les enseignants de CM2 et de 6<sup>e</sup> pour rassurer les écoliers et les encourager à poursuivre, ou encore de diversifier les disciplines enseignées en allemand au collège. « Ceux qui quittent le cursus bilingue sont encore 90% à poursuivre l'apprentissage de l'allemand », relève la Darliv, estimant que, face aux détracteurs du bilinguisme, « il faut mettre en avant sa réelle plus-value qualitative dans les apprentissages des élèves, qui a des répercussions sur tout leur parcours ». C.C.

## La nouvelle convention pour le bilinguisme sur les rails

La nouvelle convention quadripartite sur la politique régionale plurilingue a été approuvée le 20 octobre par les élus de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) en commission permanente, indique Nicolas Matt, vice-président en charge de la jeunesse, de l'éducation, du sport et du bilinguisme. Le document, qui doit être ratifié par l'ensemble des partenaires, incluant la région Grand Est et les deux universités alsaciennes, était attendu depuis l'arrivée à échéance du précédent accord portant sur la période 2018-2022. Cette convention, en partie rétroactive, n'aura qu'une durée de deux ans, jusqu'à fin 2024. C'était « l'un des points d'achoppement » entre les partenaires, reconnaît Nicolas Matt. « L'idée, argumente-t-il, est de travailler très rapidement à une prochaine convention quadripartite s'inscrivant dans les nouvelles ambitions de la CEA pour le bilinguisme », tenant compte notamment du futur office public de la langue régionale « qui devrait être créé en 2024 ». Se voulant la « cheffe de file du bilinguisme », la CEA en est toujours la contributrice principale, à hauteur de 2 millions d'euros annuels sur 4.

Éviter que « les parents ne baissent les bras »

Selon Nicolas Matt, l'accord reconduit le soutien aux actions déjà lancées en faveur du bilinguisme, à l'instar des « mercredis de l'alsacien » dans les périécolaires, ou les diverses bourses aux étudiants et aides aux enseignants s'engageant dans l'enseignement de la langue régionale (définie comme l'allemand standard et ses variantes dialectales). D'autres devront être envisagées pour « mobiliser, amorcer la pompe » alors qu'on « manque cru-



La Collectivité européenne d'Alsace soutient les projets éducatifs en alsacien. Photo L'Alsace/Darek SZUSTER

ellement de professeurs d'allemand et d'enseignants ayant la certification complémentaire en alsacien ». Il s'agit aussi de s'atteler à « sécuriser géographiquement les parcours bilingues » pour éviter que « les parents ne baissent les bras ».

L'élui qui se réjouit de « l'excellente initiative » du rectorat de Strasbourg d'ouvrir quatre classes immersives en langue régionale, s'annonce déjà « exigeant » pour la suite. « Nous en souhaitons quatre autres dans deux ans, encore quatre de plus dans quatre à six ans, et que cet engagement soit clairement inscrit dans la convention. Nous savions qu'il n'y aurait pas un énorme engagement au début, les parents doivent en prendre connaissance. » Quant aux choix de l'Éducation nationale de conserver 20% d'enseignement en français dans ces sections, « il y aura le temps de l'évaluation, le mérite étant déjà que cela existe dans les écoles publiques ».

Enfin, la « bataille à mener » touche aussi des « enjeux de communication et de visibilité dans l'espace public », ajoute Nicolas Matt, convaincu que « plus on parle de l'alsacien, plus les gens ont envie de s'inscrire dans cette dynamique ».